



LA NOUVELLE STRATÉGIE DE LA TURQUIE POUR L'UNION EUROPÉENNE

Détermination dans le processus de réforme politique,
Continuité dans la transformation socio-économique,
Efficacité dans la communication



LA NOUVELLE STRATÉGIE DE LA TURQUIE POUR L'UNION EUROPÉENNE

**Détermination dans le processus de réforme politique,
Continuité dans la transformation socio-économique,
Efficacité dans la communication**

Le processus d'adhésion à l'Union européenne (UE) de la Turquie, en cours depuis plus d'un demi-siècle, est, comme le Président Erdoğan l'a indiqué, le projet de modernisation le plus important après la proclamation de la République. Ainsi qu'il est souligné dans son programme, le Gouvernement turc, fort de sa conviction et de la transformation qui en résultent, poursuivra avec détermination sa politique dans la voie de l'adhésion à l'UE. En vue de réaliser cet objectif, la mise en œuvre d'une stratégie pour l'UE prenant pour base des pas concrets et l'interaction intense dans un large réseau, est devenue nécessaire. Face à des défis communs qui se présentent dans un environnement en profonde mutation pour la Turquie et l'UE, le sens du processus d'adhésion de notre pays devrait s'inscrire sur des bases solides aptes à contribuer au façonnement du Projet Européen.

A un moment où la dynamique de la mondialisation qui a marqué le dernier quart du XXème siècle s'approfondit davantage et gagne un caractère multidimensionnel, c'est la zone Euro qui a été la plus intensément touchée à partir de 2008 par la crise économique globale. Les problèmes politiques et sociaux provoqués par la crise économique ont conduit les États Membres de l'UE à mener des politiques protectionnistes et l'intégration européenne à se replier sur elle-même. Par ailleurs, suite à la vague d'élargissement considérable en 2004, l'accent a été mis davantage sur une phase dite de «fatigue d'élargissement» dans laquelle l'UE serait entrée tout en repoussant au second plan l'importance de la politique d'élargissement qui en fait, est l'un des instruments le plus important de la politique étrangère de l'UE. Les négociations d'adhésion de la Turquie ont été influencées négativement par cette situation.

Toutefois, l'UE continue à maintenir ses objectifs stratégiques de long terme en dépit des circonstances politiques et économiques actuelles. En fait, les documents de stratégie en matière d'élargissement publiés chaque année par la Commission européenne soulignent l'importance de la politique d'élargissement de l'UE non seulement en termes de stabilité et de sécurité, mais aussi en termes de développement du bien-être des citoyens et de croissance économique. Le renforcement du rôle global de l'UE est mentionné parmi les dix priorités soulignées dans le programme de Jean-Claude Juncker, le Président de la Commission européenne pour la période 2014-2019. En conséquence, malgré les problèmes rencontrés dans le processus de négociation, la Turquie continue à être un partenaire stratégique important pour l'UE. En outre, le changement rapide observé dans le tissu des relations internationales et dans notre région renforce davantage l'importance stratégique des relations Turquie-UE pour les deux parties. Les récents bouleversements, allant de la Syrie à l'Ukraine et du Moyen-Orient à l'Afrique du Nord, nécessitent que la Turquie et l'UE agissent conjointement contre les menaces mondiales et régionales. Par conséquent, nous sommes convaincus que l'UE, d'une part en renforçant son attention à la géographie de voisinage tout en mettant d'autre part l'accent sur les négociations d'élargissement, ne sera pas introvertie, et qu'elle adoptera une vision digne de sa position de puissance globale. Dans ce processus qui confirme notre perspective inscrite dans une vision d'«une Turquie forte, une UE forte», la Turquie accomplira encore davantage de chemin dans le parcours déjà achevé et poursuivra avec détermination son objectif final qui est celui de l'adhésion.

Alors que les États membres de l'UE sont aux prises avec des problèmes politiques et économiques, la Turquie traverse une période de restructuration caractérisée par trois piliers importants. En effet, la Turquie a connu un processus de transformation spectaculaire dans les douze dernières années grâce à une démocratisation et à l'élargissement du champ des libertés, une restauration économique s'intégrant dans l'économie mondiale et une politique étrangère active soutenue par ces deux premiers. Durant cette période, des millions de



citoyens ont accédé à la classe moyenne et ont commencé à exiger des normes modernes dans tous les domaines de la vie sociale. En conséquence, nos citoyens qui ont vu leurs moyens économiques s'améliorer ont formulé à juste titre des demandes pour le renforcement de notre démocratie. Malgré toutes les difficultés, le Gouvernement turc a entrepris des démarches importantes pour réaliser sa mission ardue d'inclure, sans exceptions, tous les segments de la société dans le processus de démocratisation et de développement. Le processus d'adhésion en a constitué sans doute l'un des outils les plus importants. Malgré le fait que le processus d'adhésion de la Turquie perdure depuis plus de cinquante ans, qu'il existe une forte conviction que la Turquie fait face à deux poids deux mesures dans les politiques mises en œuvre, que les difficultés d'obtention de visas auxquelles sont confrontés les ressortissants turcs sont toujours là, ou encore malgré les problèmes politiques tels que la question chypriote, l'importance du processus d'adhésion à l'UE n'a pas diminué pour la Turquie.

Les dynamiques essentielles de la politique de l'UE de la Turquie sont le renforcement de la démocratie et des droits de l'homme, l'institutionnalisation de l'économie de libre marché et l'extension à tous les domaines des normes de la vie moderne. Les réformes politiques, économiques et sociales mises en œuvre en conformité avec l'acquis communautaire transforment la Turquie d'une façon substantielle et assurent qu'elle devienne un pays beaucoup plus fort, aussi bien dans son voisinage qu'au niveau international. Les négociations d'adhésion qu'elle conduit avec l'UE différencient la Turquie des autres pays de la région. La Turquie a réalisé des avancées importantes dans le renforcement de la démocratie ainsi que la protection des droits de l'homme tout au long du processus de l'adhésion, en privilégiant une approche «axée sur le citoyen» et en prenant comme référence les droits et les libertés. Par conséquent, le processus d'adhésion est l'une des dynamiques les plus fondamentales de la vision de la politique interne et de la politique étrangère de la Turquie.

Les relations Turquie-UE sont durables et fortes, car elles sont basées sur une approche «gagnant-gagnant». La Turquie et l'UE ont des intérêts communs dans de nombreux domaines,

allant de la politique étrangère aux relations économiques et commerciales, de la sécurité dans l'offre énergétique à la gestion des frontières, de l'emploi à la politique de migration. Les guerres civiles et les conflits dans notre région témoignent du fait que non seulement la Turquie est un pays clé pour l'UE en tant qu'ilot de stabilité politique et économique mais aussi ils montrent également à quel point le processus d'adhésion à l'UE est un facteur décisif pour la stabilité de la Turquie. Lorsqu'on considère les contributions que la Turquie pourrait apporter à l'UE dans différents domaines grâce à ses transformations socio-économiques, sa structure sociale dynamique, son économie en croissance ainsi que son poids dans la région, sans oublier l'interdépendance croissante entre les deux parties, un avenir commun s'avère incontournable.

La philosophie fondamentale qui façonna la construction européenne a été l'adoption d'une approche intégrée pour relever les défis communs et la mobilisation de mécanismes d'action basés sur des faits concrets dans ce but. Cette philosophie continuera à nous guider dans nos projections vers l'avenir et la mise en œuvre de la stratégie de l'UE avec une motivation renouvelée. Nous sommes persuadés que la Turquie pourra aujourd'hui contribuer davantage à l'objectif d'une Union forte et consciente de ses intérêts. Avec son identité nationale façonnée par son histoire et sa géographie, sa position globale, sa faculté à prendre des initiatives et surtout avec sa position singulière privilégiant la dignité humaine, la Turquie souhaite voir le projet européen surmonter les défis du XXI^e siècle et étendre l'impact du projet européen à une vaste géographie. La Turquie pourra apporter sa contribution spécifique à cette fin. La stratégie de la Turquie pour l'UE reflètera de la meilleure façon les progrès réalisés par la Turquie dans tous les domaines et son grand potentiel dans le processus d'adhésion.

Comme il a été souligné dans le programme du 62^{ème} Gouvernement, l'adhésion de la Turquie est un objectif stratégique et cet objectif est poursuivi avec détermination. Ce processus a gagné encore plus d'importance stratégique en raison de la position globale de notre pays, la confiance qu'elle a inspirée dans de vastes régions géographiques grâce à ses politiques



axées sur le citoyen et sa vision d'une Nouvelle Turquie. Malgré le fait que les négociations d'adhésion ne peuvent avancer à la vitesse souhaitée, en raison de différentes approches politiques émanant de certains États membres de l'UE, la Turquie est toujours fermement engagée dans sa volonté d'atteindre les normes de l'UE. Le processus d'adhésion de notre pays à l'UE fait partie intégrante de notre objectif de parvenir à une Turquie plus forte, plus prospère et plus démocratique, un pays qui est source d'inspiration aux pays de la région avec son économie, sa politique, sa science et sa technologie et ses politiques sociales et culturelles.

Donner un élan aux relations Turquie-UE sur la base de la présente Stratégie de la Turquie pour l'UE facilitera l'élimination des obstacles sur le chemin de notre adhésion à l'UE. Les relations Turquie-EU couvrent un large éventail allant des négociations d'adhésion au processus de réformes politiques, de l'Union douanière aux programmes de l'UE, de la coopération financière au renforcement institutionnel et du dialogue sur la libéralisation du régime des visas ainsi qu'au dialogue des sociétés civiles. Ainsi, dans le cadre de notre approche fondamentale axée sur le bien-être de nos citoyens et les intérêts de la Turquie, non seulement le processus de réforme gagnera un élan, mais de nouveaux moyens de communication seront également mis en place entre la Turquie et l'Union européenne, qui font tous deux face à des défis communs.

La nouvelle «*Stratégie de la Turquie pour l'UE*» sera la première étape de la forte volonté déclarée dans le cadre des objectifs du programme du 62^{ème} Gouvernement. La «*Stratégie*» se compose de trois parties principales.

- I. Le Processus de réforme politique***
- II. La Transformation socio-économique dans le processus d'adhésion***
- III. La Stratégie de communication pour l'UE***

La Stratégie vise principalement à atteindre les normes de l'UE dans tous les domaines en accélérant le processus de réforme,

à identifier les démarches prioritaires à entreprendre dans les chapitres de négociation et à mettre en œuvre un cadre de communication fort, mettant en évidence le sens et le potentiel de la coopération Turquie-UE dans la construction européenne face aux défis régionaux et mondiaux. La «*Stratégie pour l'UE*» sera opérationnelle avec l'adoption du «*Plan d'Action National pour l'adhésion à l'UE*» et la «*Stratégie de communication pour l'UE*» en Novembre 2014.

Le Programme National pour l'adoption de l'acquis communautaire, préparé en 2008 comme suite au document du Partenariat pour l'adhésion de la Turquie publié par l'UE, a été certes une feuille de route importante en termes d'adoption de l'acquis communautaire, néanmoins ayant perdu de son actualité. C'est la raison pour laquelle, un «Plan d'Action National pour l'adhésion à l'UE» est en cours de préparation sous la coordination du Ministère en charge de l'Union Européenne, en collaboration avec tous les ministères et institutions publiques. L'objectif de ce programme sera d'orienter les travaux à entreprendre en vue de l'alignement sur l'acquis communautaire et d'accélérer les travaux dans tous les chapitres, qu'ils soient sujets à des blocages politiques ou non.

Le «Plan d'Action National pour l'adhésion à l'UE» verra le jour en deux étapes : la première étape couvrira la période allant jusqu'en 2015 et la seconde portera sur la période entre 2015 et 2019.

Avec une approche axée sur l'adhésion, le Plan d'Action mettra l'accent sur les travaux prioritaires, y compris les critères pour l'ouverture et la fermeture des chapitres ainsi que le renforcement des capacités administratives pour la mise en œuvre. En conséquence, le Plan constituera une feuille de route pour les travaux d'harmonisation avec l'UE et permettra de déterminer nos priorités dans les différents domaines. Déterminant les avancées concrètes et prioritaires menées dans chaque chapitre de négociation, le Plan d'Action se composera de trois parties; à savoir «l'harmonisation de la législation primaire», «l'harmonisation de la législation secondaire» et «la structure institutionnelle et autres travaux».



Quant à la Stratégie de communication pour l'UE, elle assurera que les efforts réalisés dans le cadre des deux premiers piliers reçoivent un écho au sein de la société et elle comportera les travaux de communication à entreprendre ciblant l'opinion publique interne et externe pour la période à venir. Elle sera la continuation de la Stratégie de communication pour l'UE qui avait été adoptée par le Conseil des ministres en 2010 et appliquée depuis cette date. Cette stratégie se concentrera sur les activités de communications qui seront entreprises aussi bien dans le pays qu'à l'égard de l'opinion publique de l'UE, en mettant à jour les groupes cible, la méthode et les outils.

I. LE PROCESSUS DE RÉFORME POLITIQUE

Approfondir les réformes réalisées durant les douze dernières années dans les domaines tels que l'État de droit, la démocratisation, les droits de l'homme, le renforcement de la nature civile de la gestion de l'Etat, de la liberté et dans le domaine de la sécurité en plaçant la barre toujours plus haute, et ainsi consolider les acquis et les rendre durables, tel sera la base de notre processus de réforme politique dans la période à venir.

Les dispositifs réalisés dans le cadre de notre objectif d'adhésion ont été un élément important dans l'accélération de nos réformes politiques qui visaient dans son essence, le développement des conditions de vie de notre peuple, la consolidation de la suprématie du droit et la démocratisation. Les amendements constitutionnels, les réformes judiciaires et les modifications législatives, introduites dans le cadre de l'acquis de l'UE, ont contribué à renforcer davantage la démocratie turque. La Grande Assemblée Nationale de Turquie a adopté huit paquets législatifs visant l'harmonisation avec l'UE entre 2002 et 2004 et trois amendements constitutionnels d'envergure ont été adoptés également par le Parlement turc en 2001, 2004 et 2010.

Plusieurs autres dispositions juridiques, notamment le paquet de démocratisation récemment adopté et six autres paquets de réformes judiciaires montrent que les travaux d'alignement sur l'acquis de l'UE continuent sans ralentir.

Ces réformes ont renforcé le statut des accords internationaux dans notre système juridique, élargi le champ de la liberté de pensée et d'expression et éliminé la torture et les mauvais traitements en conformité avec le principe de tolérance zéro adopté. Les réformes ont également ouvert la voie à une institutionnalisation avancée dans le domaine des droits de l'homme. L'acquisition et le droit de disposer des biens par des associations communautaires non-musulmanes ont également été facilités. En outre, d'importants progrès ont été enregistrés pour renforcer l'égalité des sexes, et les activités des associations et des fondations ont été facilitées. D'importantes mesures ont été prises pour permettre l'utilisation dans l'espace public de différentes langues et dialectes traditionnellement employés par des citoyens turcs.

Lorsque nous prenons également en considération les développements dans le droit international, les critères politiques et l'alignement sur ces critères constituent un processus dynamique. Avant le début des négociations d'adhésion, la Turquie avait rempli en grande partie les critères politiques. Avec l'ouverture des négociations d'adhésion, les mesures entreprises dans le Chapitre 23 sur l'Appareil judiciaire et les droits fondamentaux et le Chapitre 24 sur la Justice, liberté et sécurité, constituèrent l'épine dorsale des efforts en matière de réformes politiques et de l'harmonisation avec les critères politiques. Bien que de nombreuses réformes aient été réalisées, ces chapitres restent politiquement bloqués en contradiction avec les valeurs fondamentales de l'UE.

Effacer les empreintes du coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980

Dans le cadre de l'objectif d'une démocratie participative, pluraliste et libérale en Turquie, le processus de réforme politique se poursuivra sans perdre d'élan tout en prenant comme référence les normes internationales, les nécessités présentes et les exigences sociales. La priorité de ce processus est de garantir les droits fondamentaux et les libertés des citoyens et de supprimer toutes les restrictions sur l'utilisation de ces droits et libertés sans aucune discrimination. Bien que plusieurs lois



fondamentales et de différentes lois aient déjà été abrogées ou modifiées, toutes les lois portant les marques du coup d'Etat militaire du 12 Septembre seront examinées en détail dans le cadre du travail sur une nouvelle constitution.

La nouvelle constitution ouvrira la voie aux initiatives dont la Turquie a besoin en élargissant le champ politique et en supprimant les empreintes de la tutelle militaire. Par conséquent, les problèmes systémiques émanant de la constitution actuelle qui posent obstacle à une démocratie plus forte, aux libertés et droits fondamentaux et à la primauté du droit, ou en d'autres termes à la construction de la Nouvelle Turquie, seront éliminés.

Poursuite du processus de réforme en ligne avec l'acquis de l'UE

Bien que les rapports de «screening» concernés n'ont pas été transmis à la Turquie, nous allons résolument poursuivre un programme de réformes globales dans tous les domaines couverts par les critères politiques et les chapitres 23 et 24, tels que la liberté d'expression, l'institutionnalisation dans le domaine des droits de l'homme, la gestion des frontières, les crimes organisés et la gestion des mouvements migratoires.

Les prochains efforts de réforme impliqueront de nombreuses étapes importantes, en particulier, l'accélération du processus d'approbation des accords internationaux qui ont été signés par la Turquie, la mise à jour de la stratégie de réforme judiciaire et la mise en œuvre du Plan d'Action sur la prévention des violations de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). Les efforts dans les domaines de la justice et des droits fondamentaux contribueront également à l'image positive de la Turquie dans le domaine international.

La CEDH, la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et l'acquis de l'UE continueront à nous servir de référence pour la réforme politique.

Le Groupe de Suivi des Réformes (Reform İzleme Grubu - RİG) qui a été créé en 2003 pour surveiller les réformes politiques mises en œuvre dans le cadre du processus d'adhésion de la Turquie, tient ses réunions avec la participation du Ministre en Charge de l'Union Européenne et Négociateur en chef, du

Ministre de la Justice, du Ministre de l'Intérieur et du Ministre des Affaires étrangères. Le RİG prend des décisions sur les priorités du processus de réforme politique et présente ses décisions au Conseil des ministres pour approbation. En outre, le Sous-comité des Affaires Politiques (Siyasi İşler Alt Komitesi – SİYAK) composé de fonctionnaires de haut niveau des ministères concernés, a été créé dans le cadre du RİG afin de surveiller les décisions prises et de faire des propositions sur les modifications législatives et la mise en œuvre. Le travail du RİG et du SİYAK sera intensifié dans la période à venir pour la préparation des prochains paquets de réformes. En outre, dans le cadre de l'acquis de l'UE et des meilleures pratiques, un travail commun sera effectué avec toutes les parties prenantes afin d'établir une base solide pour les réformes politiques.

L'importance croissante de l'équilibre entre liberté et sécurité

Des changements importants ont été observés dans tous les domaines en raison des menaces redéfinies et des développements suscités par la technologie. Il en résulte qu'une plus grande importance doit être accordée à l'équilibre entre la liberté et la sécurité dans la jouissance des droits et libertés, et la définition des responsabilités des citoyens. Sans compromettre les libertés au nom de la sécurité, et tout en assurant la sécurité de ses citoyens, la Turquie continue à mettre en œuvre d'importantes réformes politiques. Compte tenu du caractère dynamique des normes juridiques internationales dans ce domaine, il est essentiel de collaborer avec l'UE sur une base de confiance réciproque.

L'un des principaux objectifs pour assurer la pleine jouissance des libertés et droits fondamentaux est la mise en œuvre des dispositions juridiques dans les domaines de la sécurité, de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, la migration et l'asile, ainsi que la gestion des frontières. Conformément à ces objectifs, le dialogue sur la libéralisation du régime des visas, ouverte le 16 décembre 2013 à la suite de la signature de l'Accord de réadmission avec l'UE, éliminera les obstacles en matière d'obtention de visas pour les citoyens turcs et rapprochera la Turquie des États membres de l'UE. Toutes les mesures nécessaires seront prises pour la conclusion réussie du processus de libéralisation du régime des visas.



Les réformes politiques renforçant les fondements de la démocratie

Les mesures déjà prises dans le cadre des paquets de démocratisation seront amplifiées. Les travaux nécessaires seront effectués pour développer les institutions travaillant dans le domaine des droits de l'homme, et pour promouvoir leur efficacité. De nouveaux mécanismes seront également mis en place lorsque ceux-ci s'avèreront nécessaires. Les travaux sur le renforcement des droits des femmes, des enfants et des personnes handicapées vont se poursuivre. La liberté d'organisation et le droit de réunion pacifique seront améliorés davantage en tenant compte des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme.

Grâce à un environnement favorisant la libre discussion qui a vu le jour en Turquie au cours des douze dernières années, la société civile peut exprimer librement son opinion. La poursuite de cet atmosphère de discussion libre et transparente facilite le processus d'intégration sociale et le processus de solution. Ceci contribuera à renforcer la démocratie pluraliste qui est elle-même basée sur le principe de la citoyenneté non discriminatoire. Ce processus ouvrira la voie à l'appropriation des bénéfices que les réformes politiques auront apportés, par tous les segments de la société, sans aucune discrimination.

La prochaine vague de réformes politiques renforcera le fondement de la démocratie. Ainsi, tous les citoyens se sentiront plus confiants et responsables dans leur participation à la construction de la Nouvelle Turquie.

II. LA TRANSFORMATION SOCIO ÉCONOMIQUE DANS LE PROCESSUS D'ADHÉSION

Grâce à l'essor remarquable de ces douze dernières années, la Turquie a triplé son revenu national et est devenue l'une des économies les plus fortes de l'Europe avec une finance publique et un secteur privé solides. Durant cette période, des millions de citoyens ont vécu une ascension sociale et ont rejoint les rangs de la classe moyenne. C'est ainsi qu'ils ont commencé à exiger des normes modernes dans tous les domaines de la vie sociale.

En conséquence, l'amélioration des conditions économiques pousse les citoyens turcs à demander un renforcement de la démocratie. Malgré toutes les difficultés, le Gouvernement turc a réalisé des démarches importantes afin d'inclure tous les segments de la société dans le processus de démocratisation et de développement. Le processus d'adhésion à l'UE a été un outil important pour le Gouvernement à cette fin.

Le processus d'adhésion à l'UE est un projet de réforme important qui facilite l'adoption des normes mondiales et des meilleures pratiques en Turquie. Le processus nécessite des changements fondamentaux dans tous les domaines de la vie quotidienne, allant de la production à la consommation, de la justice à la sécurité, de la santé à l'éducation, de l'agriculture à l'industrie et de l'énergie à l'environnement. Chaque réforme politique, judiciaire, économique ou sociale mise en œuvre sur la voie de l'adhésion à l'UE améliore le niveau de vie des citoyens et augmente la puissance économique, le prestige démocratique et la sécurité de notre pays à l'échelle mondiale. L'importance du processus d'adhésion à l'UE pour la Turquie est d'établir des normes modernes dans tous les domaines de la vie et d'améliorer les droits et libertés fondamentaux de ses citoyens avec la dynamique créée. Le processus d'adhésion de la Turquie est un projet de transformation socio-économique qui a des répercussions fondamentales sur la vie actuelle et future de ses citoyens.

Le processus d'adhésion à l'UE ne contribue pas seulement à la transformation socio-économique du pays, mais redéfinit également la relation entre l'État et les citoyens en Turquie. La notion de citoyenneté qui a été précédemment identifiée en termes de responsabilités envers l'État, est désormais, grâce au processus d'adhésion à l'UE, redéfinie sur la base des droits de la personne. Les réformes ont apporté des valeurs indispensables à la démocratie telle que la transparence, la responsabilité et la participation à la vie quotidienne.

La Turquie a commencé à transposer la législation de l'UE à partir de 1996 suite à la réalisation de l'Union douanière. Cependant, un processus d'harmonisation systématique avec ses règles et ses institutions a vu le jour avec le début des négociations



d'adhésion. Les négociations d'adhésion de la Turquie ont commencé avec l'adoption du Cadre de négociation le 3 octobre 2005. Jusqu'à présent 14 chapitres de négociation ont été ouverts, et un chapitre a été provisoirement clôturé. Bien que 17 chapitres restent bloqués en raison des obstacles politiques du Conseil de l'UE et de certains États membres, la Turquie maintient ses efforts d'harmonisation avec les chapitres, indépendamment de l'ouverture, des suspensions ou des blocages des chapitres. Au cours des douze dernières années, la Turquie a adopté 326 législations primaires et 1730 législations secondaires pour assurer l'harmonisation avec l'acquis de l'UE.

La durabilité et la consolidation de ces changements considérables en Turquie exigent non seulement la mise en œuvre correcte de la législation réformée, mais aussi le changement progressif dans les mentalités. Les accidents de travail qui ont eu lieu récemment en Turquie soulignent l'importance de la mise en œuvre et du respect des règles et du changement des mentalités lors des efforts d'harmonisation à la législation de l'UE. La Turquie a actuellement en grande partie aligné sa législation sur l'acquis, en particulier dans le cadre de l'Union douanière. Cependant, elle a encore des lacunes importantes en termes de mise en œuvre et des capacités administratives. L'adoption de nouvelles lois n'est pas suffisante pour l'harmonisation avec l'UE. La mise en œuvre tangible de la législation exige un changement de mentalité dans le secteur public et privé; c'est seulement ainsi que la législation adoptée répondra aux objectifs. En conséquence, les réformes à venir ne se focaliseront pas seulement sur de nouvelles dispositions juridiques, mais également sur le renforcement des capacités de mise en œuvre.

Dans cette perspective, les agences de développement établies conformément à la politique régionale de l'UE pour réduire les disparités inter-régionales et intra-régionales et permettant l'utilisation des fonds européens pour le développement régional, assumeront un rôle important. Ces agences constituent des acteurs importants de transformation en contribuant au développement économique et social de la région et en engageant les citoyens au niveau local.

Le «Plan d'Action National pour l'adhésion à l'UE» abordera les priorités de la Turquie pour la poursuite et le renforcement de la transformation socio-économique, identifiera la législation qui nécessitera une harmonisation, et pour ce qui est de sa mise en œuvre, soulignera les domaines d'action urgente pour l'amélioration des structures administratives/institutionnelles. La Stratégie de la Turquie pour l'UE sera basée sur la transformation socio-économique qui est la condition sine qua none d'une solide démocratie.

III. STRATÉGIE DE COMMUNICATION POUR L'UNION EUROPÉENNE

A la fin du processus d'adhésion, ce seront les citoyens de la Turquie et de l'UE qui décideront de l'adhésion de la Turquie à l'UE. Par conséquent, il est essentiel que les réformes politiques et socio-économiques qui ont modifié considérablement le profil de la Turquie soient soutenues par un travail de communication adapté. Une stratégie de communication réussie sert non seulement à l'appropriation des réformes par les citoyens mais aide aussi à renforcer l'image extérieure du pays par des faits réels au lieu de perceptions erronées.

Par conséquent, la stratégie de communication a deux dimensions. La première est la communication interne qui vise à consolider le soutien apporté et l'appropriation des réformes réalisées dans le processus d'adhésion à l'UE ainsi que de leur mise en œuvre par tous les segments de la société comme un projet de modernisation qui améliore le niveau de vie de tous nos citoyens. La deuxième dimension de la stratégie a pour but de renforcer aux yeux de l'opinion publique des pays membres de l'UE une meilleure compréhension des faits en ce qui concerne la Turquie et de contribuer ainsi à une perception correcte. Cette dimension permettra de renforcer la confiance réciproque, de mettre en exergue une meilleure compréhension des uns et des autres, et de mieux affirmer au regard de l'opinion publique européenne l'engagement et la détermination de la Turquie dans le processus d'adhésion à l'UE.



Chacune des deux dimensions de la stratégie de communication sera enrichie de la contribution des opinions collectées parmi un large éventail comprenant le Parlement, les institutions publiques, les organisations de la société civile, les universités, le monde du travail, et les administrations locales. Elles seront également mises en œuvre avec une approche participative. Les initiatives entreprises dans le cadre de la stratégie ne seront pas réactives mais proactives et prendront en compte les perceptions existantes.

Pendant la première période de la mise en œuvre de la Stratégie de communication pour l'Union européenne (SCUE), qui fut initiée après l'approbation du Conseil des ministres en 2010, plusieurs activités ont été menées avec succès à la fois en Turquie et à l'étranger. Dans le cadre de la dimension nationale de la SCUE, des unités de coordination pour l'UE ont été mises en place dans 81 préfectures provinciales pour soutenir les travaux relatifs à l'UE au niveau local. Divers programmes et projets ont été mis en œuvre dans les provinces à cette fin. Les organisations de la société civile ont été soutenues à travers des centaines de projets promouvant le dialogue entre les sociétés civiles de la Turquie et celles de l'UE. Aussi, des programmes de jumelage de villes ont été mises en place, permettant la réalisation de projets communs entre les administrations locales turques et leurs homologues dans l'UE. La Turquie a le plus grand nombre d'applications pour le programme d'éducation et de jeunesse de l'UE, l'Erasmus +, qui était auparavant appelé le Lifelong Learning Programme. Cela indique clairement que le travail effectué dans la première période de la Stratégie de communication a suscité l'enthousiasme au sujet de l'UE dans tous les segments de la société.

Compte tenu des nouveaux acteurs et des nouvelles priorités dans le processus d'adhésion, une stratégie participative et proactive, soutenue par des modes de communication modernes et des méthodes de communication adaptées, sera mise en œuvre dans la période à venir.

L'objectif principal de la dimension nationale de la Stratégie de communication est d'augmenter le soutien de l'opinion publique étant la force motrice principale derrière les efforts

de réforme. La Stratégie de communication vise également à renforcer l'opinion publique sur le fait que l'UE est un projet de modernisation et de démocratisation pour la Turquie, changeant positivement tous les aspects de la vie. Etant donné que le processus d'adhésion n'est pas uniquement une affaire d'Etat mais concerne et bénéficie principalement à la société civile, la participation de tous les acteurs sociaux tels que les organisations de la société civile, les groupes de réflexion, les médias locaux / régionaux / nationaux, le monde des affaires, les académiciens et les administrations locales dans le processus sera promue en fonction de leurs champs d'intérêt, leurs attentes, leurs préoccupations et leurs besoins en information. Les agences de développement principalement engagées dans l'amélioration de la coopération entre les institutions publiques, le secteur privé, les administrations locales, les universités et les organisations de société civile, vont jouer un rôle important non seulement dans la transformation socio-économique, mais aussi dans la mise en œuvre de la Stratégie de communication.

Dans la période à venir, l'accent sera mis sur la dimension étrangère de la nouvelle Stratégie de communication. Dans ce contexte, les principales activités seront orientées vers les États membres qui demeurent réticents à l'adhésion de la Turquie et qui sont également influents dans l'élaboration de l'opinion publique au sein de l'UE. La dimension étrangère de la Stratégie de communication sera basée sur une approche flexible et participative qui est durable, avec un impact mesurable et qui peut être rapidement mise à jour si nécessaire. Cette stratégie vise à construire des ponts permanents entre les deux communautés au lieu d'avoir des activités ponctuelles. La caractéristique la plus importante de la dimension extérieure de la stratégie sera son approche proactive et orientée vers la perception. Il est essentiel de façonner l'opinion publique sur la sincérité et la détermination de la Turquie quant à son adhésion à l'UE. En abordant les diverses catégories de citoyens dans l'UE, la priorité sera donnée aux activités des acteurs civils tels que les organisations nationales et étrangères de la société civile, les universités et les organisations professionnelles. En plus des méthodes classiques de communication qui restent insuffisantes à l'ère de la mondialisation, la nouvelle Stratégie de communication



fera usage des médias sociaux et des technologies numériques qui permettent un accès interactif et une organisation de travail personnalisée et collaborative.

La consolidation du projet européen passe par le volontarisme. L'intégration européenne doit concilier vision et pragmatisme et renforcer le vouloir vivre et travailler ensemble. L'Europe fait face aujourd'hui à la montée des menaces telles que l'extrémisme, la xénophobie, l'incitation à la haine et l'islamophobie. Les initiatives lancées par la Turquie et adoptées dans les enceintes internationales telles que le Dialogue Interculturel et l'Alliance des Civilisations sont devenues dans un pareil contexte de plus en plus importantes. La position géographique et la singularité de la Turquie peuvent aider à éliminer les malentendus entre l'UE et son voisinage; et maintenir la philosophie qui est à l'essence même du projet européen. Le Président Erdoğan et le Premier Ministre espagnol José Luis Rodríguez Zapatero ont promu l'«Initiative de l'Alliance des civilisations» en 2005 sous les auspices de l'ONU afin de lutter contre le danger d'une polarisation. La stratégie de communication pour l'UE soutiendra les initiatives similaires au sein de l'Union.

Aujourd'hui, l'UE doit faire face à de sérieux défis tout en son sein qu'au niveau régional et mondial. Dans une telle période, la nouvelle Stratégie de la Turquie pour l'UE a été préparée en partant de l'idée que la Turquie a besoin de mesures qui mettent l'accent sur la signification et l'importance de l'adhésion de la Turquie. Il est essentiel que cette Stratégie soit appropriée par toutes les parties prenantes. Le Président Erdoğan a déclaré 2014 l'Année Européenne et le 62^{ème} Gouvernement a réitéré son engagement au processus d'adhésion. L'adhésion à l'UE couvre tous les aspects de la vie sociale et c'est la société civile et non le Gouvernement qui bénéficiera le plus de l'adhésion de la Turquie. Par conséquent, le processus d'adhésion de la Turquie ne peut être complété que par la participation et la contribution de tous les segments de la société. Cette Stratégie ne peut atteindre ses objectifs que dans la mesure où toutes les institutions publiques, la société civile, les associations du monde du travail, les universités et les autres parties prenantes s'approprient ce processus.









**LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE
MINISTÈRE DES AFFAIRES DE L'UNION
EUROPÉENNE**

Mustafa Kemal Mah. 2082. Cad.

No: 4 Bilkent 06800

ANKARA - TURQUIE

Tél : 0(312) 218 1300

Fax : 0(312) 218 1464

www.ab.gov.tr